

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE  
ET LE DÉVELOPPEMENT**  
Genève

**RAPPORT SUR LE COMMERCE ET  
LE DÉVELOPPEMENT, 2005**

**APERÇU GÉNÉRAL**



**NATIONS UNIES**  
New York et Genève, 2005

UNCTAD/TDR/2005 (Overview)  
GE.05-51432 (F) 150805 160805

---

**Note**

---

- Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.
- 
- Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
- 
- Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote et qu'un justificatif soit adressé au secrétariat de la CNUCED.
- 
- L'Aperçu général est également publié en tant que partie du Rapport sur le commerce et le développement, 2005 (UNCTAD/TDR/2005, numéro de vente: F.05.II.D.13).
- 

UNCTAD/TDR/2005 (Overview)

## APERÇU GÉNÉRAL

*Si l'on considère l'évolution récente de l'économie mondiale dans l'optique des objectifs de développement du Millénaire, on constate – et c'est là une bonne nouvelle – qu'en 2004 les pays en développement ont connu une croissance rapide et plus générale qu'elle ne l'avait été depuis bien des années. En Chine et en Inde, pays qui comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue, le revenu par habitant a poursuivi sa forte progression. L'Amérique latine est sortie de sa grave crise économique et a renoué avec une croissance plus vive, activée par l'essor des exportations. En Afrique, la croissance a de nouveau dépassé 4,5 % en 2004 et l'on prévoit que dans de nombreux pays du continent elle sera relativement vigoureuse à court terme, grâce à la fermeté de la demande de certains produits primaires. Mais il y a aussi une mauvaise nouvelle: même avec des taux proches de 5 % en Afrique subsaharienne, la croissance ne sera pas suffisante pour permettre d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire, et les perspectives pour 2005, assombries par des déséquilibres mondiaux qui vont s'accroissant, laissent présager un ralentissement dans les pays développés, qui se répercutera sur les pays en développement.*

*Depuis le début du nouveau Millénaire, la Chine et l'Inde commandent de plus en plus le cours de l'économie mondiale. Leur croissance rapide a eu des effets d'entraînement sur beaucoup d'autres pays en développement, transformant l'Asie de l'Est et du Sud en nouveau pôle d'expansion. Leur essor a modifié la physionomie de l'interdépendance mondiale, avec notamment une amélioration des perspectives pour les exportateurs de produits primaires, une augmentation du commerce entre les pays en développement et de leurs exportations de capitaux vers les pays développés, mais aussi une intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux pour certains types d'articles manufacturés.*

### **Perspectives et déséquilibres mondiaux**

Le ralentissement de la croissance mondiale en 2005 est dû principalement à un essoufflement dans les principaux pays développés et dans certains pays en décollage d'Amérique latine et d'Asie de l'Est. La faiblesse temporaire de l'économie des États-Unis n'a pas été contrebalancée par un raffermissement de la croissance dans la zone euro ni au Japon, qui manquent toujours du dynamisme nécessaire pour corriger leurs déséquilibres internes et contribuer au redressement de la balance du commerce mondial. Depuis le second semestre de 2004, leur croissance s'est même nettement ralentie, ce qui a conduit à réviser en baisse les prévisions pour 2005. Bien qu'ayant grandement profité de l'expansion mondiale au cours des trois dernières années, et en particulier de l'essor de l'Asie, ni la zone euro ni le Japon n'ont réussi à réactiver leur demande intérieure.

Autre cause d'inquiétude: la hausse des prix du pétrole, qui ont doublé depuis le milieu de 2002 pour atteindre 58 dollars le baril en juillet 2005, bien que les producteurs aient ajusté l'offre avec souplesse. L'envolée des cours n'a cependant pas eu jusqu'à présent les répercussions que l'on redoutait tant sur l'activité économique et l'inflation dans les pays développés (on craignait qu'elle provoque une crise comparable à celle des années 70), et ce pour deux raisons. Premièrement, les pays développés sont devenus moins tributaires du pétrole car ils ont appris à économiser et à mieux utiliser l'énergie; parallèlement, la part des services dans leur PIB a augmenté au détriment de celle de l'industrie, qui consomme plus d'énergie par unité de production. Deuxièmement, la hausse récente des cours est imputable non pas à une grave perturbation de l'offre, mais à un accroissement progressif de la demande. Dans ces conditions, les pays développés ont réagi par une politique salariale et une politique monétaire mesurées, ne compromettant pas la stabilité des prix ni la croissance de la production.

La flambée des cours de l'or noir a un effet plus marqué sur les pays en développement importateurs de ce produit, en particulier ceux où l'industrialisation a aggravé la dépendance à l'égard du pétrole étranger. Au Brésil, par exemple, l'intensité pétrolière de la production intérieure est supérieure de 40 % à la moyenne de l'OCDE; en Chine et en Thaïlande, elle représente plus du double de cette moyenne et en Inde presque le triple. C'est donc avant tout dans les pays en développement

que les pressions inflationnistes qui résulteraient de nouvelles hausses des cours menaceraient la viabilité de la croissance. Même si l'inflation a jusqu'à présent été assez faible, certains pays ont déjà durci leur politique monétaire.

Outre les exportateurs de pétrole, de nombreux pays en développement exportant d'autres produits primaires ont profité de l'augmentation de la demande et des prix. Depuis 2002, la remontée des cours des produits de base est due principalement à la vigueur de la demande en Asie de l'Est et du Sud, en particulier en Chine et en Inde. Pour certains produits, des problèmes d'approvisionnement ont aussi contribué à la vive réaction des prix. La demande asiatique de produits de base – en particulier de pétrole et de minéraux comme le cuivre, le minerai de fer et le nickel, ainsi que de caoutchouc naturel et de fèves de soja – devrait rester active, ce qui entraînera une augmentation des recettes des exportateurs. Mais l'évolution des marchés dépendra aussi beaucoup de l'importance de la capacité de production supplémentaire qui sera créée par de nouveaux investissements, de la rapidité avec laquelle cette capacité pourra être exploitée et de la façon dont la nécessité de corriger les déséquilibres commerciaux influera sur la demande de produits de base des pays développés.

Bien que les pays en développement en plein essor jouent un rôle croissant sur les marchés internationaux de produits de base, les pays développés, auxquels vont encore les deux tiers des importations mondiales de produits primaires autres que les combustibles, continueront à y occuper une place importante. Il est peu probable que l'augmentation des importations de la Chine et de l'Inde suffise à inverser définitivement la tendance à la baisse des prix réels, lesquels sont encore inférieurs de plus d'un tiers à la moyenne de la période 1960-1985. Qui plus est, les fortes fluctuations des cours des produits de base contrarient les efforts déployés par de nombreux pays en développement pour parvenir à une croissance stable et soutenue de la production et de l'emploi, qui profite à toutes les couches de leur population et permet d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire.

Ce sont avant tout les importants déséquilibres des opérations courantes qui menacent dans l'immédiat la stabilité de la croissance économique mondiale. Le déficit commercial des États-Unis a continué à se creuser, malgré la dépréciation du dollar qui a perdu 18 % de sa valeur

(pondérée en fonction des échanges) depuis février 2002, et leur déficit courant représente plus des deux tiers du total des excédents mondiaux. Ces dernières années, on a constaté une aggravation du déséquilibre de leurs échanges avec pratiquement tous leurs partenaires commerciaux, mais surtout avec l'Europe occidentale et la Chine. De son côté, celle-ci dégage un excédent dans son commerce non seulement avec les États-Unis, mais encore avec beaucoup d'autres pays développés. Cela dit, les importations chinoises en provenance de ces pays se sont aussi accrues rapidement, de même que ses importations en provenance des pays voisins et d'autres pays en développement.

Une politique macroéconomique internationale dûment coordonnée augmenterait considérablement les chances des pays les plus pauvres de consolider l'amélioration récente de leur taux de croissance. Il faudrait y associer les principaux pays en développement et viser à éviter le recours à des ajustements déflationnistes pour corriger les déséquilibres mondiaux.

### **L'Asie de l'Est et du Sud: un nouveau pôle de croissance**

Depuis 40 ans, l'Asie fait preuve d'un grand dynamisme économique, les différents pays de la région ayant tour à tour connu une croissance rapide. Étant donné la taille des deux pays qui ont amorcé récemment leur décollage, la Chine et l'Inde, l'Asie de l'Est et du Sud est devenue un nouveau pôle de croissance de l'économie mondiale. Ces deux grands pays étant lourdement tributaires des importations de produits primaires – en particulier de combustibles et de matières premières industrielles – pour la croissance de leur production industrielle, leur économie est liée à celle d'autres pays en développement, aussi les variations de leur taux de croissance ont-elles d'importantes répercussions sur les termes de l'échange et les recettes d'exportations de ces derniers. Cela conduit à s'interroger sur la viabilité du rythme de croissance de ces deux puissances économiques à moyen et à long terme.

Pour ce qui est du PIB par habitant, la Chine comme l'Inde sont encore loin des niveaux atteints par les principales économies, mais elles ont un énorme potentiel de rattrapage. Afin de réaliser ce potentiel, il leur faudra absolument accroître encore la productivité dans l'industrie manufacturière et veiller à ce que toutes les couches de leur population

prennent part à la croissance des revenus. Celle-ci doit avoir une large assise si l'on veut triompher plus rapidement de la pauvreté et amener l'ensemble de la société à accepter les changements requis; la hausse des salaires dans tous les secteurs de l'économie, parallèlement à l'augmentation de la productivité, est également essentielle pour stimuler la consommation intérieure et, partant, assurer une croissance stable et soutenue de la production. La formation de capital fixe dépend des perspectives en ce qui concerne la demande en général, et non pas seulement des exportations qui sont soumises aux caprices des marchés mondiaux et aux variations de la compétitivité internationale.

### **Évolution de la composition des échanges de la Chine et de l'Inde**

La croissance rapide et soutenue de la production et l'élévation du niveau de vie en Chine et en Inde se sont accompagnées d'une augmentation spectaculaire de la part de l'Asie dans les exportations mondiales et la consommation de matières premières. Étant donné la taille de ces deux pays et les particularités de leur demande, l'évolution structurelle de celle-ci ainsi que de leur offre a beaucoup plus influé sur la composition des échanges mondiaux que ne l'avaient fait les changements connus à cet égard, pendant leur décollage économique, par d'autres pays d'Asie qui se sont industrialisés plus tard. L'effet de la croissance chinoise sur les marchés internationaux de produits et les flux commerciaux mondiaux est déjà manifeste. La structure du commerce indien de marchandises pourrait connaître une transformation analogue, avec un décalage de 10 ou 20 ans, si l'industrialisation devient un moteur de développement économique aussi important que dans les autres pays d'Asie en pleine expansion.

La consommation de métaux en Chine – et, dans une moindre mesure, en Inde – a beaucoup augmenté au cours des dernières décennies, mais surtout depuis le milieu des années 90. La croissance de la consommation chinoise d'aluminium, de cuivre, de nickel et d'acier dépasse désormais celle du PIB. L'accélération récente coïncide en partie avec de très forts taux d'investissement, surtout dans l'infrastructure. Mais ce mouvement et l'augmentation parallèle des importations de minéraux et de produits miniers pourraient bien se ralentir quand la croissance de l'investissement, en particulier dans le bâtiment, les travaux publics et l'infrastructure, amorcera une décélération. En Inde, l'intensité

d'utilisation de métaux est restée relativement stable au cours des quarante dernières années, l'industrialisation étant moins rapide et la part de l'investissement infrastructurel dans le PIB étant relativement faible.

La consommation chinoise d'énergie va augmentant depuis les années 60, mais progresse moins vite que le PIB. À l'avenir, elle dépendra du jeu de deux tendances opposées: d'une part, l'industrialisation toujours rapide, l'élévation du niveau de vie et l'amélioration de l'infrastructure des transports tendront à accroître encore la consommation; d'autre part, les possibilités d'adopter des techniques économes en énergie demeurent considérables. En tout état de cause, la demande chinoise d'énergie continuera sans doute à augmenter plus vite que l'offre intérieure.

Les importations agricoles seront déterminées par plusieurs facteurs. Dans la mesure où il sera nécessaire d'importer des matières premières à usage industriel pour répondre aux besoins d'un marché intérieur en pleine expansion, la demande continuera à augmenter. Ce sera sans doute le cas pour le caoutchouc et le bois. D'autre part, les importations de coton, qui dépendent en grande partie de la production de textiles et de vêtements destinés à l'exportation, devraient marquer un ralentissement, la composition des exportations se modifiant au profit de produits d'une plus haute technicité.

En Chine, une élévation constante du niveau de vie moyen et de nouvelles victoires contre la pauvreté entraîneront aussi une augmentation de la demande de produits alimentaires et une modification de sa composition. La Chine suffit encore à la majeure partie de ses besoins pour toutes les principales denrées. Mais avec l'augmentation de la consommation, elle deviendra sans doute plus tributaire des importations, même si la réforme récente de sa politique agricole entraîne une amélioration de la productivité et de la production dans ce secteur. Vu la taille de son économie, des variations même mineures des taux d'autosuffisance peuvent avoir des répercussions considérables sur ses importations agricoles.

Depuis le milieu des années 80, la Chine a sensiblement valorisé son panier d'exportations, dans lequel prédominent désormais les articles manufacturés à forte intensité de travail et de ressources et, de plus en plus, les produits électroniques. Ses exportations ont toujours une forte



---

composante de produits importés, mais tout porte à croire que la part de la valeur ajoutée sur place dans le trafic de perfectionnement chinois est en hausse, notamment dans le secteur de l'électronique. L'Inde n'a pas connu la vague d'expansion des exportations manufacturières qui a caractérisé les autres pays d'Asie en plein essor. Elle est devenue un des principaux exportateurs de services informatiques, en particulier vers les États-Unis, mais il n'est pas sûr que la part de ces services dans ses recettes d'exportation puisse encore beaucoup augmenter. Au cours des prochaines années, ses ventes de services informatiques à l'étranger pourraient continuer à croître en valeur absolue, mais ses exportations d'articles manufacturiers deviendront sans doute plus dynamiques.

Le dynamisme de la Chine et d'autres pays d'Asie a des retombées positives sur de nombreux pays, développés et en développement. Certains profitent directement du gonflement de la demande d'importations des pays asiatiques en plein essor, et d'autres bénéficient par ricochet de ses effets favorables sur la croissance économique de leurs principaux partenaires commerciaux. D'autres encore ont vu la croissance de leurs exportations et de leurs revenus s'accélérer grâce à la hausse des prix des produits de base, même si leurs exportations vers les pays d'Asie en pleine expansion sont relativement faibles. Mais il faut aussi bien voir que la participation croissante de la Chine au commerce international pose de nouveaux problèmes à de nombreux pays. Le poids de la Chine sur les marchés internationaux, dû à la taille considérable de son économie, peut contribuer à faire baisser les prix d'articles manufacturés fabriqués et exportés aussi par d'autres pays en développement, notamment les vêtements, les chaussures et certains types de produits des technologies de l'information et de la communication. L'augmentation des exportations chinoises de vêtements, en particulier, s'est produite à une époque où plusieurs de ces pays avaient entrepris de suivre une stratégie de développement plus ouverte et beaucoup s'étaient lancés dans la production et l'exportation de vêtements, en partie pour profiter des quotas prévus par l'Accord multifibres.

Il ne fait aucun doute que le rythme du développement dans les pays d'Asie très peuplés, et en particulier en Chine, exige des transformations structurelles accélérées dans de nombreux autres pays – développés et en développement. Dans certains secteurs, comme l'industrie du vêtement, et d'une façon plus générale, dans les activités

employant une main-d'œuvre peu qualifiée, les pressions en faveur de l'ajustement sont plus fortes que dans d'autres branches qui sont moins exposées à la concurrence de pays aux salaires bas et à la productivité relativement élevée. Beaucoup de pays craignent que le rythme de l'évolution structurelle entraîne une hausse du chômage et une baisse de la production. Paradoxalement, parmi les pays développés, ceux dont la balance commerciale est lourdement déficitaire, comme l'Australie, l'Espagne, le Royaume-Uni, et les États-Unis, s'en tirent beaucoup mieux en ce qui concerne la croissance intérieure et l'emploi que ceux qui dégagent de gros excédents commerciaux et qui sont plus compétitifs, comme l'Allemagne et le Japon. Il serait absurde de remettre en cause l'engagement pris par tous les pays d'établir un partenariat mondial en faveur du développement, et de réagir à l'intégration de grands pays pauvres en cédant aux pressions protectionnistes: la majeure partie des recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations vers les pays développés se traduisent par une augmentation de la demande d'importations de produits industriels avancés, et reflue donc directement ou indirectement vers les pays industrialisés.

### **La montée en puissance du commerce Sud-Sud**

On a souvent vu dans le commerce entre pays en développement ce qui devrait remplacer le schéma classique des échanges, celui dans lequel les pays en développement exportent essentiellement vers les pays développés des produits de base qu'ils échangent contre des produits manufacturés qu'ils importent. La croissance du commerce Sud-Sud, particulièrement rapide ces vingt dernières années, a plusieurs causes. Il faut d'abord tenir compte de la reprise qui a suivi le ralentissement des échanges dans les années 80. Ensuite, l'adoption de stratégies de développement plus orientées vers l'extérieur, et la réforme des règles commerciales et des accords commerciaux régionaux qui l'ont accompagné dans un grand nombre de pays en développement ont rendu le marché de ceux-ci nettement plus accessible, notamment aux importations d'autres pays en développement. Enfin, brochant sur le tout, la production de quelques économies en développement de grandes dimensions, la chinoise surtout, s'est développée beaucoup plus vite que celles des pays développés. De plus, les progrès très soutenus de ces économies sont étroitement liés au renforcement de la spécialisation et à un partage intrarégional de la production plus poussé.

---

L'intensification des échanges Sud-Sud est un fait, mais l'évolution récente d'ensemble des pays en développement appelle à analyser les statistiques de plus près. Et de fait, l'opération amène à formuler plusieurs réserves qui viennent tempérer cette première impression que les échanges entre pays en développement ont augmenté massivement en une dizaine d'années et que ce sont les exportations de produits manufacturés qui expliquent pour l'essentiel cette augmentation.

Or, la présence de plus en plus marquée des pays en développement dans les flux commerciaux internationaux semble résulter surtout des performances hors normes de quelques économies asiatiques et des changements qui en résultent dans le volume et la composition de leur commerce extérieur. Une bonne part de l'augmentation statistique des échanges Sud-Sud de produits manufacturés est imputable au double comptage que comporte le partage intrarégional de la production dans l'Asie orientale pour des produits qui sont finalement destinés à l'exportation en direction des pays développés. Il intervient aussi le double comptage associé au fonctionnement de Hong Kong (Chine) et de Singapour comme ports de transbordement ou plates-formes régionales. L'importance du commerce triangulaire dans l'augmentation affichée des échanges Sud-Sud de produits manufacturés signifie que ce commerce n'a pas essentiellement réduit la dépendance des exportations de produits manufacturés des pays en développement à l'égard de la demande globale des marchés des pays développés. Tant que la demande finale des pays développés – surtout des États-Unis, qui sont le grand marché d'exportation de l'Asie orientale – reste forte pour des produits pour lesquels les accords de partage de la production en Asie orientale jouent un rôle important, le commerce triangulaire et, donc, le commerce Sud-Sud, resteront soutenu. D'un autre côté, le rebond économique de l'Amérique latine a amélioré les perspectives des échanges Sud-Sud de produits manufacturés qui n'ont aucun lien avec le commerce triangulaire.

Les statistiques commerciales attestent que les échanges Sud-Sud de produits de base ont augmenté de façon plus modérée. Pourtant, ils intéressent des pays plus nombreux que ceux des produits manufacturés, qui se sont fortement intensifiés. Ils ont permis à l'Afrique ainsi qu'à l'Amérique latine et aux Caraïbes, de regagner une partie des parts du commerce Sud-Sud total qu'elles avaient perdues dans les années 80. L'afflux Sud-Sud de produits de base dans les pays asiatiques en

développement rapide sera sans doute en fin de compte l'aspect le plus durable de ce que l'on appelle désormais «la nouvelle géographie des échanges».

La promotion du commerce Sud-Sud reste un objectif qui se recommande pour plusieurs raisons. La première est que la croissance paresseuse des pays développés et les barrières qu'ils continuent d'élever à l'entrée des produits qu'exportent les pays en développement obligent ces derniers à s'intéresser davantage à leurs propres marchés pour accroître leurs exportations et atteindre les objectifs de leur croissance économique. La deuxième est que la taille des économies asiatiques à croissance rapide réduit d'autant le besoin qu'ont les pays en développement de trouver des débouchés dans les pays développés pour bénéficier des économies d'échelle. La troisième est que le fait d'être tributaire des marchés des pays développés expose les pays en développement à subir des pressions tendant à lier l'ouverture de ces marchés à l'engagement définitif des partenaires en faveur d'une libéralisation rapide de l'activité commerciale et financière, de la protection des droits de propriété intellectuelle et d'une politique de la porte ouverte en matière d'investissement étranger direct. D'une manière générale, cette situation comporte le risque d'une réduction de la marge de manœuvre politique des pays en développement.

#### **Termes de l'échange: la nouvelle donne**

L'évolution du commerce international entamée récemment et qui se poursuit tant sur le plan de la gamme de produits que sur celui de la direction des échanges, affecte les pays en développement différemment selon la composition de leurs exportations et de leurs importations. Du côté des exportations, ses effets varient en fonction de l'importance respective des produits manufacturés et des produits de base; du côté des importations, ils sont surtout déterminés par la dépendance à l'égard des carburants et des matières premières industrielles.

Ce qui a amélioré les termes de l'échange pour certains groupes de pays, notamment la hausse du prix du pétrole, du minerai et des minéraux a inversement provoqué leur dégradation pour d'autres. Ainsi, en Amérique latine surtout mais aussi en Afrique, l'effet positif de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des exportations a été corroboré par l'accroissement des exportations; ailleurs au contraire, le

gain acquis par l'augmentation de la valeur unitaire des produits exportés a été annulé, voire dépassé, par la hausse des prix des importations. Depuis 2002, ce sont les économies pour lesquelles le pétrole, le minerai et les minéraux sont une part importante des exportations qui ont tiré le plus grand bénéfice de l'évolution récente des marchés internationaux de produits. Pour les pays grands exportateurs de pétrole, les termes de l'échange ont augmenté de près de 30 % entre 2002 et 2004; pour les grands exportateurs de minerai et de minéraux, ils ont augmenté d'environ 15 %. La situation la plus contrastée se constate entre les économies où les produits agricoles sont dominants dans les exportations. Cela tient aux disparités très marquées des cours de certaines denrées, aux différences dans la part des exportations qui revient à d'autres produits de base et à l'importance du pétrole dans les importations.

Les pays en développement dans les exportations desquels les produits manufacturés prédominent et qui sont en même temps importateurs nets de pétrole, de minéraux et de métaux, ont vu les termes de l'échange se dégrader ces deux ou trois dernières années. Cette érosion, se composant avec la hausse des prix des produits de base importés et la stagnation ou même le recul des produits manufacturés exportés, risque fort de devenir une caractéristique durable du commerce extérieur de ces pays, et cela pour deux raisons: la première est qu'il apparaît que le prix des produits manufacturés qu'ils exportent baisse par rapport au prix de ceux qu'ils importent des pays développés; la deuxième est que les cours des produits de base resteront fermes vraisemblablement tant que la croissance industrielle restera vigoureuse dans les grandes économies de l'Asie et que les déséquilibres du monde développé pourront être compensés sans qu'il y ait récession.

Le fait est que la dégradation des termes de l'échange pour les pays en développement exportateurs de produits manufacturés a pour cause la vitesse du rattrapage qu'effectuent certains de ces pays, notamment la Chine et l'Inde. Ce mouvement est alimenté par les gains de productivité des secteurs exportateurs, qui leur donnent un avantage comparatif et provoquent une augmentation de la demande de produits importés. L'évolution des schémas mondiaux de la demande et les effets qu'elle exerce respectivement sur chaque pays imposent une nouvelle répartition du revenu non seulement entre pays développés et pays en développement mais aussi, et de plus en plus, entre groupes de pays en développement. Il faut pourtant reconnaître que la nouvelle répartition du

revenu réel ne se traduit pas nécessairement par des pertes en termes absolus pour certains. Tant que leur production croît suffisamment, tous les pays peuvent être gagnants en termes de revenu réel, certains plus que d'autres en fonction de la structure de leurs exportations et de la compétitivité internationale de leurs producteurs: la dégradation des termes de l'échange peut être compensée par l'augmentation des volumes exportés. Le rééquilibrage est d'autant plus probable que les exportations consistent en produits manufacturés – qui présentent une forte élasticité de la demande par rapport au prix – et non en produits de base.

Les gains de productivité constatés en Asie ont eu pour résultat l'augmentation non seulement des bénéfices des entreprises mais aussi des salaires; ils ont été bénéfiques pour le consommateur national et extérieur puisqu'ils ont fait baisser les prix. Le surcroît de recettes d'exportation a permis aux pays d'Asie, en dépit du recul des prix des marchandises exportées, de payer le prix plus élevé des importations, situation qui représente à son tour une amélioration des termes de l'échange pour beaucoup de pays exportateurs de produits de base. Les exportations asiatiques bénéficient en outre de l'accroissement de la demande des pays en développement dont les recettes d'exportation ont augmenté du fait de l'accroissement de la demande asiatique de leurs produits de base.

### **Comment faire face aux nouvelles formes d'interdépendance mondiale?**

Même si la poursuite de la croissance en Asie de l'Est et en Asie du Sud et la reprise enregistrée dans d'autres régions en développement devraient soutenir la demande de matières premières, le problème fondamental de l'instabilité des prix de ces produits et de leur baisse persistante en valeur réelle par rapport aux prix des articles manufacturés, en particulier ceux exportés par les pays développés, n'est toujours pas résolu. Il est donc impératif pour les pays en développement de ne pas tomber dans l'excès d'optimisme quant à leurs perspectives d'industrialisation et de diversification. Le redressement récent des marchés de matières premières risque de détourner l'investissement – intérieur et extérieur – réalisé dans le secteur manufacturier naissant des pays exportateurs de produits de base vers les industries extractives. Si une hausse de l'investissement dans ces dernières peut s'avérer bénéfique en créant des capacités de production supplémentaires et en améliorant la

productivité, elle ne devrait pas se faire au détriment de celui réalisé dans le secteur manufacturier. Les exportateurs de matières premières qui ont récemment bénéficié d'une hausse des prix et, parfois, d'une augmentation des volumes exportés, doivent poursuivre leurs efforts de diversification dans le secteur primaire et de modernisation de leur industrie et de leurs services. La manne que représente la hausse récente des recettes provenant des produits de base donne l'occasion d'intensifier l'investissement dans l'infrastructure et dans les capacités productives, deux domaines essentiels pour stimuler le développement.

Au niveau national se pose donc la question du partage des recettes d'exportation provenant des industries extractives, question qui a toujours joué un rôle central dans la stratégie de développement. La hausse de la demande mondiale et des prix internationaux des combustibles et des produits miniers a attiré des IED supplémentaires dans un certain nombre de pays en développement, ce qui peut les aider à mobiliser davantage de ressources pour le développement. Toutefois, les recettes publiques provenant de l'impôt sur les bénéfices dans les secteurs concernés ont généralement été très faibles, en partie du fait des mesures fiscales d'incitation adoptées depuis le début des années 90 pour y attirer l'IED. Une telle politique risque d'entraîner les pays d'accueil potentiels dans une «course à l'abîme» qui devrait être évitée à tout prix.

Parmi les autres sources possibles de recettes budgétaires tirées de l'exportation de produits primaires figurent les redevances, la conclusion de coentreprises ou le contrôle public de la totalité du capital des sociétés d'exploitation. Toutefois, les efforts déployés pour engranger des recettes budgétaires suffisantes ne devraient pas aboutir à retirer aux exploitants, qu'ils soient privés ou publics, les ressources financières dont ils ont besoin pour accroître leur productivité et leur capacité de production ou leur compétitivité internationale. La hausse récente des prix sur les marchés mondiaux de combustibles et de produits minéraux et miniers due à l'augmentation de la demande provenant d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud donne l'occasion de revoir les règles régissant la fiscalité et l'actionnariat. Ce réexamen – qui est en cours dans plusieurs pays – et d'éventuelles réorientations stratégiques pourraient être plus efficaces si les pays exportateurs de pétrole et de minéraux s'entendaient sur la définition de quelques principes généraux quant au traitement fiscal réservé aux investisseurs étrangers. De plus, l'augmentation de la part du secteur public ou de celle des consommateurs dans la rente provenant des

industries extractives ne contribue pas automatiquement au développement et à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire; elle doit aller de pair avec une utilisation stratégique du produit des investissements propre à accroître les capacités productives dans d'autres secteurs, ainsi que dans l'éducation, la santé et l'infrastructure.

Au niveau international, la hausse récente des prix de certains produits de base et l'amélioration des termes de l'échange pour divers pays en développement n'ont peut-être pas infléchi la tendance à long terme des prix réels des produits de base ni remédié au problème de leur instabilité. De fortes fluctuations des prix des matières premières ne servent les intérêts ni des producteurs ni des consommateurs. Le Comité monétaire et financier international du FMI est arrivé à cette même conclusion lors de sa réunion d'avril 2005, en soulignant que «la stabilité des marchés pétroliers est importante pour la prospérité mondiale» et en encourageant «le renforcement du dialogue entre les exportateurs et les importateurs de pétrole». Même si les matières premières autres que le pétrole revêtent peut-être une moindre importance pour les pays développés, elles sont tout aussi, voire plus importantes que ce dernier pour les pays en développement tributaires de leur exportation. Et comme l'extrême pauvreté est un problème urgent dans beaucoup de ces derniers pays, la stabilité des prix des produits de base joue un rôle crucial en vue de réaliser les objectifs de développement du Millénaire et de contribuer à la prospérité mondiale en général. Par conséquent, dans l'esprit d'un partenariat mondial pour le développement, la communauté internationale devrait peut-être envisager des mécanismes mondiaux ou régionaux qui pourraient contribuer à réduire l'instabilité des prix non seulement du pétrole mais aussi d'un éventail plus large de produits de base, afin d'en atténuer les effets sur le revenu national des pays exportateurs.

À court terme, toutefois, la question centrale est celle de la correction des déséquilibres commerciaux mondiaux actuels. On estime souvent que la décision des banques centrales de pays en développement, en particulier en Asie, d'intervenir sur le marché des changes est la principale raison de ces déséquilibres. Il est vrai que la plupart des pays concernés s'efforcent explicitement de prévenir une appréciation de leur monnaie qui pourrait résulter de l'entrée de capitaux spéculatifs, afin de ne pas mettre en danger la compétitivité internationale de la majorité de leurs producteurs. La plupart des pays d'Asie de l'Est ont adopté un



système de fixation unilatérale des taux de change suite à la crise financière asiatique, tandis que la plupart des pays d'Amérique latine ont recours à un flottement aménagé. Dans les deux cas de figure, l'objectif est de préserver la compétitivité du taux de change réel tout en acquérant un certain degré d'indépendance par rapport aux marchés internationaux de capitaux.

En l'absence de système multilatéral de taux de change qui prenne en compte les préoccupations des petits pays à économie ouverte, la stabilisation unilatérale du taux de change à un niveau compétitif semble être un moyen efficace de prévenir les crises. Une banque centrale a la capacité de contre-attaquer avec succès et de manière crédible lorsque la monnaie nationale «risque» de s'apprécier ou subit des pressions à la hausse. Par contre, elle est pratiquement impuissante à stabiliser un taux de change qui risque de se déprécier ou subit des pressions à la baisse, même si elle a accumulé des réserves considérables de devises. Une coopération multilatérale et la mise en place de politiques cohérentes seraient nécessaires pour remédier à ce type d'asymétrie. La libéralisation prématurée des marchés de capitaux aggrave la vulnérabilité des pays en développement face aux chocs financiers extérieurs. En outre, il ne fait désormais plus de doute que le renforcement des systèmes financiers intérieurs ne suffit pas à atténuer de manière sensible cette vulnérabilité.

Pour que la correction des déséquilibres mondiaux se fasse sans heurt, il est essentiel d'éviter une récession dans les pays développés – où la croissance dépend de manière exagérée de l'économie des États-Unis – et un ralentissement notable dans les pays en développement. La correction de ces déséquilibres mondiaux, et surtout du déficit extérieur des États-Unis, par le biais d'une appréciation généralisée des taux de change et par une absorption intérieure plus faible en Chine et dans d'autres pays en développement d'Asie aurait presque inévitablement un effet déflationniste sur l'économie mondiale. Un tel cas de figure aurait pour conséquence non seulement de compromettre les tentatives chinoises d'intégrer un nombre considérable d'ouvriers agricoles et, de manière plus générale, de réduire la pauvreté, mais aussi de porter préjudice aux efforts déployés par d'autres pays en développement pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire.

En revanche, la correction des déséquilibres mondiaux aurait un effet moins déflationniste si la demande provenant de la zone euro et du

Japon s'accélérait. On ne devrait pas oublier que le déficit extérieur des États-Unis se retrouve en grande partie dans les excédents d'autres pays développés. L'excédent de la balance des paiements courants de la zone euro et du Japon avec le reste de l'économie explose – malgré la hausse de la facture des importations de pétrole et d'autres matières premières. En effet, le Japon et l'Allemagne représentaient à eux deux 30 % environ (soit 268 milliards de dollars) du total des excédents de la balance des paiements courants au niveau mondial en 2004. En comparaison, l'excédent total de la balance des paiements courants des pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud s'élevait à 193 milliards de dollars. La Chine, pays dont la monnaie est celle qui est soumise aux pressions les plus intenses en faveur d'une réévaluation, représente à peine plus d'un tiers de ce montant, soit moins de 8 % du total des excédents mondiaux.

Les initiatives internationales visant à atténuer la pauvreté et à atteindre les objectifs de développement du Millénaire ne devraient pas négliger l'importance d'une correction sans à-coups des déséquilibres mondiaux afin de garantir la durabilité du «miracle asiatique». En effet, la poursuite du rattrapage économique de la Chine et de l'Inde aura des effets expansionnistes sur la plupart des pays en développement. Tout ralentissement ou interruption de ce processus risquerait d'accroître la concurrence mondiale par les prix sur les marchés des articles manufacturés exportés par les pays en développement, tout en atténuant les effets expansionnistes de la hausse de la demande en Asie.

Le Secrétaire général de la CNUCED  
(Signé) Supachai **Panitchpakdi**